



Extrait du « Cadre d'intervention gouvernementale en matière de loisir et de sport »

La Corporation régionale de loisir a le mandat d'offrir des services aux organismes et aux municipalités. Elle se voit confier les responsabilités suivantes :

- Élaborer et mettre en application des plans d'action pluriannuels en matière de loisir et de sport ; ces plans d'action devront notamment comporter des mesures s'adressant aux citoyens, citoyennes qui ont des difficultés particulières d'accessibilité aux loisirs et aux sports, particulièrement les personnes handicapées, de même que des mesures visant à favoriser la concertation scolaire-municipale et intermunicipale.
- Préciser les mécanismes par lesquels le secrétaire régional et les députés de la région participeront à la préparation et au suivi des plans régionaux pluriannuels, ainsi qu'à la répartition de l'enveloppe du budget régional en matière de loisir et de sport.
- Offrir, directement ou par l'entremise de mandataires, des services-conseils et administratifs aux municipalités, aux établissements d'enseignement et aux organismes régionaux et supralocaux de loisir et de sport.
- Gérer le budget régional en matière de loisir et de sport selon les besoins et les priorités de la région et en conformité avec le plan d'action, en soutenant financièrement, s'il y a lieu, les organismes régionaux de loisir, de sport et de sport étudiant, la réalisation de projets répondant à des problématiques particulières et le développement d'activités et d'équipements de portée régionale .
- Veiller à l'harmonisation des interventions sur le plan régional, dans le respect des spécificités du loisir et du sport, en s'appuyant sur des tables de concertation permanentes ou ponctuelles selon les besoins.
- Veiller à titre de mandataire, à la réalisation du volet régional d'intervention spécifique de certains programmes nationaux. On pense notamment aux Jeux du Québec et au Programme national de certification des entraîneurs.